

DELIBERATION N° 2018-01

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 12 JANVIER 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis de la Commission Formation et Vie Universitaire du 21 décembre 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président Formation,

VALIDE, dans le cadre du projet de loi relatif à l'orientation et la réussite des étudiants, les capacités d'accueil en licence L1 par champ et par mention, selon le tableau ci-après :

LICENCE		
CHAMP	MENTION	CAPACITE L1
BSS	Sciences de la Vie	350
BSS	STAPS	500
BSS	PACES	1100
DSPEG	DROIT	700
DSPEG	Economie-Gestion	400
LLAC	Arts du Spectacle	130
LLAC	Sciences de l'Information et de la Communication	400
LLAC	Langues Etrangères Appliquées (LEA)	360
LLAC	Lettres	100
LLAC	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)	410
LLAC	Musicologie	70
SHS	Ethnologie	50
SHS	Géographie et Aménagement	40
SHS	Histoire	230
SHS	Psychologie	600
SHS	Sciences du Langage	70
SHS	Sociologie	100
SHS	Philosophie	70
SITE	Sciences et Technologie	450

6130

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix et cinq abstentions.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

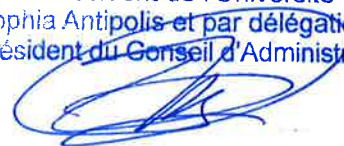
Fait à Nice, le 16 janvier 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-01

TRANSMISE AU RECTEUR :

17 JAN. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.